



HAL
open science

LA NOUVELLE ÉCONOMIE POLITIQUE DE L'HUMANITÉ

Gérald Arboit

► **To cite this version:**

Gérald Arboit. LA NOUVELLE ÉCONOMIE POLITIQUE DE L'HUMANITÉ: DES TRIBULATIONS DU JOURNAL COMMUNISTE À SON OUVERTURE AU " GRAND CAPITAL ". Centre Thucydide. Annuaire français de relations internationales, III, Bruylant, 2003. hal-01105006

HAL Id: hal-01105006

<https://hal.science/hal-01105006>

Submitted on 21 Jan 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LA NOUVELLE ÉCONOMIE POLITIQUE DE *L'HUMANITÉ*

DES TRIBULATIONS DU JOURNAL COMMUNISTE
À SON OUVERTURE AU « GRAND CAPITAL »

PAR

GÉRALD ARBOIT (*)

En soi, l'événement peut paraître anodin, voire absurde. *L'Humanité* a accueilli le « Grand Capital ». Le fer de lance de la lutte des classes, en France, et la plus importante chambre d'écho du communisme soviétique, en Europe occidentale et dans les pays francophones, vient d'abandonner ses apanages révolutionnaires pour apparaître comme une entreprise capitaliste normale. Le journal « [crevait] de n'avoir jamais cessé de servir d'autres fins qu'elle-même, d'être moins un journal qu'un instrument » (1). Comme pour Lénine, aux lendemains désastreux de la guerre civile, une « nouvelle politique économique » s'est imposée.

L'Humanité était le plus ancien journal national d'opinion, dans un paysage naufragé depuis près d'un siècle... Accédant à la déstalinisation par la disparition de l'Union soviétique et de l'arrivée d'une nouvelle direction à la tête du Parti, le quotidien communiste français a dû adopter un « modèle chinois de développement ». Toutefois, cette « nouvelle révolution (...), une révolution socialiste » ouvrait inévitablement la question de l'ouverture au capitalisme.

UN QUOTIDIEN COMMUNISTE

La disparition de l'Union soviétique a doublement mis en péril « l'organe central du Parti communiste français ». Il était sans aucun doute le moins préparé idéologiquement à l'échec de cette utopie du XX^e siècle parmi tous les journaux communistes d'Europe occidentale. Surtout, il perdait un puissant soutien financier. L'heure de la remise en cause identitaire se conjuguait également à celle de la restructuration économique.

(*) Docteur en Histoire et chercheur au Centre d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires sur les Médias en Europe (CERIME), Université Robert Schuman, Strasbourg

(1) Nicolas DUFFOUR, « Sauve qui peut *L'Huma* », *Le Monde*, 21 novembre 2000.

La fin d'une époque

Le 7 décembre 1992, le directeur du groupe de presse *l'Humanité*, Roland Leroy, présentait devant le comité central du Parti communiste (PCF) un constat alarmant : son journal pouvait « disparaître comme quotidien avant la mi-1993 » (2). Les ventes avaient chuté de 14 % en deux ans, attestant non seulement d'une crise généralisée de la presse nationale française au lendemain de la guerre du Golfe, mais surtout d'une inadaptation de *l'Humanité* à la nouvelle donne géopolitique internationale. Il apparaissait comme un avatar d'une idéologie défunte, un anachronisme. Pour la deuxième fois en moins de dix ans, le groupe de presse devait donc songer à se restructurer (3). En 1985, le quotidien avait connu une rénovation profonde destinée à freiner l'érosion de son lectorat. Trois ans plus tard, son homologue hebdomadaire, *l'Humanité-Dimanche*, symbole du militantisme communiste depuis sa création en 1944, avait vu une nouvelle direction nommée à sa tête pour mener à bien sa restructuration (4).

Mais, les charges sont restées trop lourdes pour ces titres phares de la presse communiste. En effet, les recettes du second permettaient à peine d'assurer l'équilibre financier du premier. Cependant, il restait toute la presse régionale quotidienne et les hebdomadaires, représentant « une charge insupportable » à la trésorerie de *l'Humanité* et de *l'Humanité-Dimanche*. *La Liberté*, dans le Nord, *L'Echo* du Centre et *La Marseillaise* étaient moribonds. Les publications destinées aux « cellules rurales », *La Terre*, et aux « travailleurs intellectuels », *Révolution*, peinaient à trouver de nouveaux lecteurs. La publication du quotidien nordiste fut tout simplement suspendue en 1992. Les journaux limousin (5) et méridional (6) avaient alors tenté de se restructurer pour ne pas disparaître. Les autres organes, non liés au groupe, comme *Avancées*, *Les Cahiers du communisme*, *Economie et Politique*, *L'Ecole* et *La Nation*, *Action*, *Avant-Garde* et *Clarté* ne semblaient pas mis en péril.

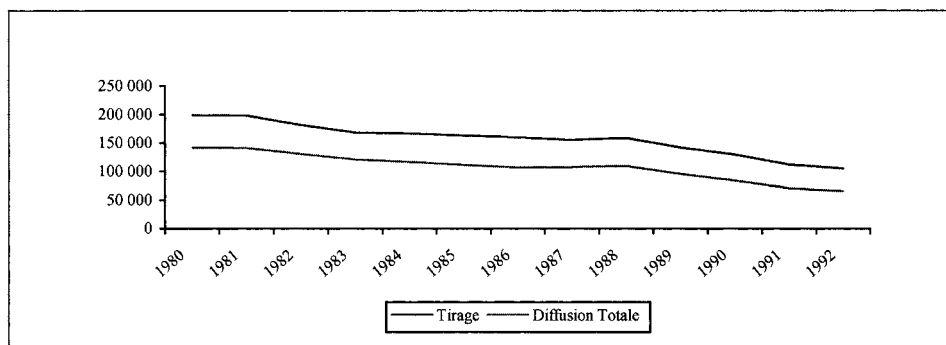
(2) Yves MAMOU, « Réunion exceptionnelle du comité central du PCF. *l'Humanité* au bord du dépôt de bilan », *Le Monde*, 9 décembre 1992.

(3) Maurice GOLDRING/ Yvonne QUILÈS, *Sous le marteau, la plume : la presse communiste en crise*, Mégreis, Paris, 1982, 378 pages.

(4) « Nomination dans la presse et l'édition du PCF », *Le Monde*, 25 juin 1988.

(5) Cf. Georges CHATAIN, « Les difficultés de la presse communiste : *L'Echo du Centre* a déposé son bilan », « *L'Echo du Centre* va ouvrir son capital pour survivre », « Le quotidien *L'Echo du Centre* coupe le cordon ombilical avec le PCF », « Changement de cap pour le quotidien communiste *L'Echo du Centre* », *Le Monde*, 12 janvier 1994, 8 juillet 1998, 8 décembre 1998, 22 octobre 1999.

(6) Cf. Michel SAMSON, « Une nouvelle formule à gauche pour *La Marseillaise* », *Le Monde* du 12 juillet 1997.

Tirages et ventes de *l'Humanité* avant la crise : 1980-1992

En fait, « les structures financières du journal [étaient] mortes avec [ses] sources de financement qui étaient les pays communistes, la Fête de *l'Humanité* et [ses] lecteurs » (7). Bien qu'interdit par la loi française, le PCF avait reçu une aide annuelle du Fonds de soutien aux organisations de travailleurs de la gauche, fondée à Moscou en 1940 (8). Une partie irrigua naturellement *l'Humanité*, en bute à des problèmes endémiques d'argent depuis sa fondation en 1904 (9). Les recettes de la fête annuelle, instaurée en 1930, permirent de conserver un semblant d'équilibre jusqu'au milieu des années 1970. Mais, l'érosion électorale du PCF entama l'audience du journal. Entre 1979 et 1991, la diminution de la ferveur militante entraîna la disparition de quatre mille comités de diffusion et de près de 51 % des lecteurs. La crise fut particulièrement difficile entre 1990 et 1991, le journal perdant 16 % de lecteurs.

La remise en cause de la presse communiste

Pour enrayer cet effondrement, Roland Leroy préconisait un changement de formule pour chacun des titres. L'ancien ministre Anicet Le Pors, rappelant que les journaux communistes avaient été le « moyen indispensable au développement de la politique », préconisait quant à lui de « s'interroger sur la proposition réciproque : la politique [permettait]-elle de sauvegarder *l'Humanité*, *l'Humanité-Dimanche* et nos quotidiens régionaux ? » (10). La question dépassait en fait le strict cadre du journal communiste. Elle était symptomatique de la crise que traversait la presse d'opinion.

(7) Journaliste de *l'Humanité*, citée par Alain SALLES, « *l'Humanité* envisage d'abandonner la référence au Parti », *Le Monde*, 29 octobre 1997.

(8) Cf. à ce sujet, le très engagé Claude CŒURJOLY, *Les escroqueries, mensonges et outrances de la presse stalinienne française*, t. 1 : *Staline, le dieu terrestre, Maurice Thorez, le culte de la personnalité à la française, l'URSS vue par le PCF, le procès Kravchenko*, Villers-sur-Mer, 1997, 248 pages.

(9) Cf. notamment Pierre MILZA, « Les problèmes financiers du journal *l'Humanité* de 1920 à 1939 », *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, vol. 4, n° 20, 1973, pp. 553-567.

(10) Anicet LE PORS, cité in Yves MAMOU, *op. cit.*

Le problème n'était pas strictement français. Francis Fukuyama ne se trompait qu'à moitié lorsqu'il parlait, au lendemain de la chute du Mur de Berlin, de « fin de l'Histoire ». Si elle continuait son cours, sa conception idéologique n'en connaissait pas moins une faillite. Inévitablement, cette disparition de pôles identifiables frappait les organes de presse liés au communisme et à son corollaire qu'était l'anticommunisme. Le monde occidental connaissait deux grands quotidiens communistes, *L'Unità* italienne et *l'Humanité* française. Les deux connaissaient un étiolement de leur lectorat, comme s'étiolaient les électors des Partis dont ils étaient l'émanation et le porte-voix. Mais les deux phénomènes se conjuguèrent plutôt que d'être la conséquence de l'autre. Roland Leroy ne se trompait pas quand il disait que l'asphyxie de son journal ne résultait que de la crise générale de la presse écrite quotidienne en France (11).

De grands quotidiens de référence, assis sur de bonnes rentrées publicitaires, largement diffusés, comme *Le Figaro* ou *Le Monde*, connaissaient les mêmes difficultés financières. Les journaux plus politiquement marqués étaient également emportés dans la tourmente qui soufflait de l'extrême droite à l'extrême gauche. Depuis 1987, la presse de gauche, dont les titres phares étaient *Politis-Le citoyen*, *Vivant*, *La Légende du siècle*, était en quête de financement (12); le premier magazine ne cessa de défrayer la chronique pendant dix ans, surfant de dépôts de bilan en nouvelles formules (13). La situation n'était pas meilleure du côté de l'extrême droite, qui jouissaient de ses meilleurs scores électoraux. *Le Choc du mois*, né en décembre 1987, sombra en mars 1990 (14). La vieille valeur de la droite qu'était *L'Ami du Peuple*, après avoir traversé toutes les vicissitudes d'un siècle pourtant calamiteux, sombra quelques jours avant le mur tant vilipendé (15)... La presse des partis constitutionnels, de gauche comme de droite, connaissait les mêmes difficultés. Le socialiste *Vendredi* et la très gaulliste *Lettre de la Nation* disparurent entre 1994 et 1997 (16). Tous se heurtaient aux mêmes maux : une méfiance séculaire pour la presse politique et une absence de soutien de la part des militants. Toutefois, plus elle était marquée par l'idéologie marxiste-léniniste, plus cette presse était en difficulté. Indéniablement, elle était la grande perdante de la période qui se refermait sur quatre-vingts ans de communisme.

Mais Roland Leroy était dans l'erreur quand il voyait dans la baisse des ressources publicitaires une sanction pour la presse « révolutionnaire ». Malgré la crise politique et économique qui la touchait, elle réussissait à sur-

(11) Yves MAMOU, *op. cit.*, et chiffres Diffusion-Contrôle des supports de publicité.

(12) Yves-Marie LABÉ, *Le Monde*, 12 septembre 1987.

(13) Cf. *Le Monde*, 15 septembre 1987, 24 décembre 1988, 10 août 1990, 9 et 15 août 1991, 20 janvier 1992 et 26 avril 1997.

(14) Cf. *Le Monde*, 28 décembre 1987 et 12 mars 1990.

(15) Cf. *Le Monde*, 26 septembre 1989.

(16) Cf. *Le Monde* des 13 septembre 1994 et 13 juillet 1997. Dix mois après sa disparition, la lettre gaulliste renaissait sous le nom d'*Une certaine idée* (*Le Monde*, 8 mai 1998).

vivre. Mieux, elle trouvait de nouveaux thèmes pour remplir ses colonnes et lancer de nouveaux combats. Des journaux communistes se développèrent, se renforcèrent même dans le monde occidental, au lendemain de la chute du Mur de Berlin. La particularité de cette éclosion spontanée tenait dans le fait qu'il ne s'agissait que de lettres plus ou moins confidentielles. Les tirages du *Guardian* australien, du *Morning Star* britannique, du *People's Voice* canadien, et autres *Rizospastis* grec ou *O Militante* portugais n'avaient rien à voir avec ceux de *l'Humanité*, même en crise. Seul *Internet* leur donnait une audience surdimensionnée. L'ampleur de la crise se ressentait dès lors plus fortement que, liée à l'audience du Parti communiste français, le journal devait apprendre à se contenter d'une place inférieure à celle de la grande époque de la Guerre froide.

La nouvelle Humanité

Ce changement d'échelle appelait donc une réorganisation interne. Le fonctionnement du journal et de son supplément dominical devait se modifier. Le 25 janvier 1993, une nouvelle formule était adoptée pour le quotidien, puis pour l'hebdomadaire le 4 février. Mais, plutôt qu'une révolution, il s'agissait d'une simple évolution, nécessaire pour séduire son lectorat. Désormais, « *l'information [était] distinguée du commentaire, quelle que [fût] l'information* » (17). La mainmise du Parti restait prépondérante comme le montrait la censure de la comparaison des programmes des partis présents aux Législatives de mars. Jugé « trop objective, donc pas de nature à faire la différence en faveur des communistes » selon des collaborateurs de *l'Humanité-Dimanche*, son impression fut arrêtée par la direction du groupe (18). La nouvelle *Humanité* se limitait donc à sa nouvelle maquette...

Si le changement se faisait dans la continuité, il n'y avait aucune raison qu'il en allât différemment pour la situation financière du groupe. Le politique commandant, il fallait que l'économique suivît. « *L'Humanité* vivra », écrivait Roland Leroy le 13 avril 1993 (19). Mais non pas ses éditions régionales de Rhône-Alpes, de Midi-Pyrénées et du Val-de-Marne (20), ni son mensuel des cadres, *Avancées*, sacrifié pour sauver l'hebdomadaire des intellectuels, *Révolution* (21).

Mais la situation ne cessait de se dégrader. Pour échapper à la faillite en 1995, une souscription nationale fut lancée entre septembre et janvier 1996. Cette « alternative démocratique à la recapitalisation », selon l'expression de

(17) Communiqué de *l'Humanité*, 25 janvier 1993, cité dans *Le Monde*, 26 janvier 1993.

(18) Alain ROLLAT, « La préparation des élections législatives. Information et propagande. La direction du PCF censure *l'Humanité-Dimanche* », *Le Monde*, 5 février 1993.

(19) Propos de Roland LEROY, *l'Humanité*, 13 avril 1993, p. 1.

(20) Elles avaient respectivement été créées en 1978, 1988 et 1991. Cf. Francis GOUGE, « *L'Humanité* renonce à ses éditions régionales », *Le Monde*, 1^{er} juin 1993.

(21) Cf. *Le Monde*, 24 janvier 1995.

Pierre Zarka (22), se traduisait par la constitution d'une « Société des amis de l'*Humanité* ». Chacun des actionnaires – qui ne disaient pas leurs noms – apportait un capital de deux mille francs et participait à l'élection du conseil d'administration (23)... Pour faire face à l'augmentation du prix du papier et des tarifs postaux, le prix du quotidien fut augmenté en février 1996 (24). Par ailleurs, l'aide gouvernementale en faveur des quotidiens nationaux à faibles ressources publicitaires permettait une survie du journal depuis 1994. La logique marxiste de subordination de l'économique au politique avait ses limites.

Le 28^e Congrès du PCF de 1994 avait pourtant consacré la séparation de fait entre le quotidien et le Parti. Mais l'heure n'était pas encore à l'ouverture de la rédaction à des journalistes non communistes, ni à des « *investisseurs démocratiques* », comme le constatait son rédacteur en chef Claude Cabanes (25). Pourtant, la crise d'identité que traversait le journal imposait toujours de se poser la question synthétisée en décembre 1992 par le réformateur Anicet Le Pors. Les relations entre le directeur, Pierre Zarka, et le premier secrétaire, Robert Hue, qui l'avait nommé en février 1994, se tenaient à mesure que le capital de sympathie dont semblait disposer le Parti ne se traduisait pas dans les ventes du journal.

Par ailleurs, le quotidien ne se trouvait plus en phase avec l'évolution intérieure du Parti. La *perestroïka* du deuxième successeur de Georges Marchais ne plaisait ni aux fondateurs communistes, ni aux orthodoxes. Robert Hue reprochait à l'*Humanité* de ne pas appuyer suffisamment la « *mutation* » du Parti; les rénovateurs souhaitaient une ouverture du journal à toutes les tendances de la gauche plurielle qui venait de remporter les législatives. Quant à Maxime Gremetz, il lui trouvait un air « gouvernemental », « bien pire que les socialistes » (26). Le 7 octobre 1997, « l'*Humanité* [était] *face à son destin* », notait, dans un long éditorial, le rédacteur en chef.

UN QUOTIDIEN SOCIALISTE

La survie du quotidien communiste français se posait donc en différents termes, à la fois identitaires, politiques et journalistiques. D'abord, la tutelle du Parti en faisait un cas unique dans le monde libre depuis 1990. Ensuite, elle devenait chaque jour plus lourde pour le journal. Mais l'idéologie que

(22) Ariane CHEMIN, « Le quotidien du PCF s'ouvre à l'extérieur. La Société des amis de l'*Humanité*, qui regroupe des non-communistes, doit pallier les difficultés du titre », *Le Monde*, 1^{er} février 1996.

(23) Ariane CHEMIN, *ibid.*

(24) Cf. *Le Monde*, 3 février 1996.

(25) Lors d'une assemblée générale de la rédaction, le 17 mars 1997, cité par Ariane CHEMIN, « l'*Humanité* s'interroge sur une nouvelle formule », *Le Monde*, 5 avril 1997.

(26) Alain SALLES, « L'*Humanité* envisage d'abandonner la référence au Parti », *Le Monde*, 29 octobre 1997.

véhiculait le premier était la seule raison d'être du second. Quant au lectorat, il était le seul garant de leur survie.

Une exception en Europe

La crise que traversait le journal était donc singulière et ne se retrouvait en rien dans le « nouvel ordre » qui semblait se faire jour dans la presse quotidienne. Hors des frontières françaises, elle était même une exception. Son jumeau transalpin, *L'Unità*, bien que connaissant les mêmes problèmes financiers, abordait plus simplement son problème d'identité. Lui aussi avait connu une perte de prestige suite à la chute du Mur de Berlin, suivie d'une débâcle financière. Il avait changé de direction, offerte à Walter Veltroni dès 1991, qui tenta d'enrayer la baisse d'audience par de multiples campagnes promotionnelles à base de gadgets, de livres, de cassettes vidéo et d'albums de vignettes des footballeurs italiens depuis 1961. Si elles s'avèrent relativement inutiles et déclenchèrent la grogne des éléments les plus conservateurs de l'ancien parti communiste (27), elles passaient mieux que *Pif*. Lui aussi avait espéré que la reprise électorale du Parti, au sein de la coalition de l'Olivier, se traduisit par un gain de lecteurs. Lui aussi avait dû se résoudre à fermer ses éditions régionales de Bologne, Florence et Milan.

Mais, surtout, il n'eut aucun scrupule à s'affranchir du Parti. En moins de dix ans, à partir de 1989, « *l'organe officiel du PCI* » (Partito comunista italiano) était tour à tour devenu le « quotidien du PDS » (Partito Democratico di Sinistra), puis le « *quotidien fondé par Antonio Gramsci* ». Dans le même temps, les ex-staliniens abdiquaient leur ancienne idéologie pour se reconvertir dans la social-démocratie. Dès octobre 1990, le chêne avait remplacé le marteau et la faucille (28)...

Le PCF était encore loin d'une telle évolution radicale. Claude Cabanes, qui dirigeait la rédaction depuis 1982, devait se contenter « *d'une douleur muette* » en ouvrant chaque matin son quotidien. Mais il souhaitait un véritable changement rédactionnel : « *Le collectif de rédaction doit être refondé, élargi, requalifié, professionnalisé, remotivé, et s'ouvrir à des professionnels non communistes prêts à mettre leurs talents au service du nouveau journal communiste* ». Son homologue à *l'Humanité-Dimanche*, Martine Bulard, promue en 1988 pour réformer l'hebdomadaire, allait encore plus loin en estimant que « *c'[était] une véritable révolution copernicienne dont les journaux communistes [avaient] besoin dans leur fonction, dans leur contenu et leur diffusion* » (29). Pierre Zarka, arrivé à la direction du journal avec la nouvelle direction du

(27) Cf. les critiques de Rossana Rossanda dans l'hebdomadaire suisse *WoZ*, 17 août 2000.

(28) Sur *L'Unità*, cf. les deux travaux des deux journalistes-militants historiques, Alberto LEISS et Letizia PAOLOZZI, *Voci da un quotidiano. L'Unità nel dopoguerra*, Baldini & Castoldi, Rome, 1998 et *Il giornale in rosso. Chi ha incastrato l'Unità?*, Editori Riuniti, Rome, 2001. Cf. aussi Angelo Mataracchia, *Viaggio nell'Unità : storia, uomini, lotte*, Editnova, Como, 1978, 382 pages.

(29) Alain SALLES, « Une souscription de dix millions de francs est lancée par *l'Humanité* », *Le Monde* du 31 octobre 1997.

Parti, se contentait encore d'affirmer : « *plus l'Humanité sera reconnue comme étant un vrai journal communiste et non pas comme le prolongement officiel de la direction du Parti, plus elle apportera en renfort le crédit de la connaissance et de l'information* » (30). Il obtint, en octobre 1997, la transformation du « journal du Parti communiste » en « journal communiste ».

Le premier à franchir le pas de la « laïcisation », pour reprendre le mot du rénovateur Roger Martelli, fut le magazine. Le 20 novembre 1997, après quatre ans de nouvelle formule, *l'Humanité-Dimanche* devenait *l'Humanité Hebdo*. Sous l'impulsion de Martine Bulard, « *le magazine du PCF* » devenait « *un hebdo communiste, du côté des citoyens, dans l'esprit de la mutation communiste* » (31). Moins d'un an plus tard, l'expérience tournait court. Le Parti ne pouvait sauver ses deux titres phares. Il lui fallait se résoudre à voir le magazine disparaître pour sauver le quotidien. Des murmures se faisaient sentir dans les couloirs des journaux. Le lancement raté de l'automne précédent ne s'était pas traduit par une reprise de son lectorat. La direction se refusait également à aborder la question des modes de diffusion, notamment la vente militante, qui faisait son originalité depuis la création de ce titre en 1948. La nouvelle fut annoncée par *Le Monde* du 26 septembre 1998, ouvrant une crise sociale au sein des rédactions des deux titres. Le 11 décembre, le nouvel organigramme de la rédaction entérinait ces bruits : l'hebdomadaire devenait, à compter du 20 mars 1999, la prolongation de fin de semaine du quotidien et Martine Bulard apprenait que son poste était supprimé (32).

La crise d'un journal politique

La disparition de *l'Humanité Hebdo* témoignait des difficultés de groupe de presse communiste – ou de ce qu'il en restait. Les éditions régionales supprimées, l'édition dominicale supprimée, les quotidiens régionaux libérés, il ne subsistait plus de ses apanages prestigieux que *Pif* et *l'Humanité*. Même son aura était atteinte. Un responsable de la CGT raconta que, pendant les grèves de décembre 1995, un militant très actif lui avait avoué ne plus ouvrir dans le métro le quotidien communiste. L'hebdomadaire devait être, pour la direction, l'exemple de la mutation du journal. En fait, comme l'a déclaré plus tard Pierre Zarka, « nous ne voulions pas faire comme pour la RFA et la RDA » (33). Bien qu'il se gardât de préciser qui était à l'Ouest et qui était à l'Est du mur, le directeur du journal entendait montrer l'urgence d'une intégration. Dans cette crise, il fallait abandonner le dogma-

(30) Rapport devant le Comité national du PCF des 28 et 29 octobre 1997, cité dans *Le Monde*, 29 octobre 1997.

(31) Citée dans *Le Monde*, 20 novembre 1997.

(32) Ariane CHEMIN/Alain SALLES, « La refonte de *l'Humanité* trouble ses salariés et les militants du PCF », *Le Monde*, 17 décembre 1998 et 13 janvier 1999.

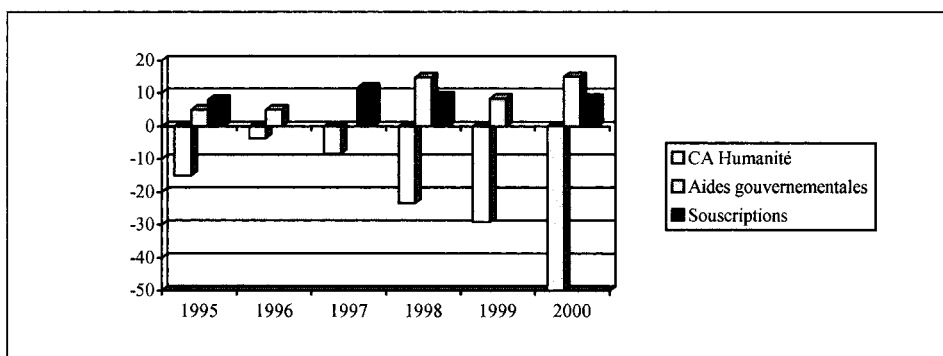
(33) Alain SALLES, « *l'Humanité* fait le pari d'une rénovation en profondeur », *Le Monde*, 18 mars 1999.

tisme, à défaut de toute référence au Parti, et réaliser des économies d'échelle.

Le quotidien, qui avait soutenu tous les mouvements sociaux et dénoncé l'attitude du patronat depuis sa fondation, entraînait dans une période de troubles sociaux. Face à la volonté de rénovation de la direction, la résistance fut d'abord individuelle. Gilles Smadja, grand reporter depuis douze ans, claqua la porte le premier, en avril 1997 (34). Une quinzaine de personnes le suivirent dans les deux ans. L'annonce de la suppression de l'hebdomadaire amena les délégués du personnel du quotidien, tous CGT, à s'interroger sur l'éventualité d'une grève (35).

La tension retomba avec le printemps mais les difficultés financières perduraient. Le quotidien était déficitaire depuis 1990. Seul le bénéfice de *l'Humanité-Dimanche* permit d'atténuer le poids de la perte jusqu'en 1995. Le déficit global du groupe, quotidiens nationaux, régionaux et hebdomadaires compris, se cantonnait pendant cette moitié de la décennie autour de dix millions de francs. La régie publicitaire du groupe, l'Agence Centrale de Publicité, ne lui procurait pas les entrées suffisantes, malgré les ajustements tarifaires. Il ne survivait plus que par les aides gouvernementales et les souscriptions auprès du public. De telles ressources étaient aléatoires, tandis que le déficit était structurel. Quelques mesures, notamment une seconde augmentation du prix de vente au numéro en moins de quatre ans (36), permirent de réduire les pertes aux alentours de huit millions dans la dernière partie de la décennie. Le cabinet d'expertise Sécafi-Alpha, saisi en novembre 1998 par le comité d'entreprise de *l'Humanité*, révéla l'ampleur de la catastrophe. Il dénonça « *des structures de coûts très déséquilibrés* ». Ainsi, le quoti-

Chiffre d'affaire de *l'Humanité* et aides diverses, en francs : 1995-2000 (37)



(34) *Le Monde*, 18 avril 1997.

(35) Ariane CHEMIN/Alain SALLES, *art. cit.*, *Le Monde*, 17 décembre 1998.

(36) *Cf. Le Monde*, 27 juin 2000.

(37) Sources : *Le Monde*, 1^{er} février 1996, 19 juin 1997, 2 juillet, 1998, 12 décembre 1998, 18 mars 1999, 22 juin 1999, 27 juin 2000, 8 novembre 2000

dien était de 30 à 40 % plus cher que *La Croix* ou *Libération* à l'impression. Le couplage des deux rédactions du groupe entraînait une perte des ressources publicitaires de 20 à 40 % (38). Enfin, *Le Monde* du 26 septembre 1998 laissait entendre une suppression d'une quarantaine d'emplois.

La reconversion de l'Humanité

Il fallut deux ans au Parti pour mener à bien ses réflexions. Il entendait d'abord laisser la nouvelle formule, mise au point par Claude Maggiori en 1997, trouver son public. Concepteur de la maquette du *Libération* des années 80, Maggiori avait déjà mis en œuvre celle de la nouvelle formule de *L'Huma-Hebdo* (39). Il avait été l'artisan du couplage de l'hebdomadaire avec le quotidien, après avoir souligné les « *problèmes de télescopage et de complémentarité des deux titres* » (40).

La « nouvelle *Humanité* » était en marche. Elle trouvait ses fondements sur l'ouverture initiée par Pierre Zarka lors des grèves de décembre 1995, accueillant aussi bien Marc Blondel, secrétaire général de Force ouvrière qu'Emmanuel Todd, l'inspirateur de la « fracture sociale » de la campagne présidentielle de Jacques Chirac, ou, à partir de mai 1998, la romancière Régine Deforges. Les courants minoritaires, à savoir les refondateurs de janvier 1996, et ennemis, comme la Ligue communiste révolutionnaire, se voyaient offrir une tribune. Des acteurs extérieurs, comme Ivan Levai, directeur de l'information de *La Tribune Desfossés*, et Roland Cayrol, directeur associé de l'institut de sondages CSA, étaient invités à présenter leur point de vue devant la rédaction. Pierre Zarka souhaitait que son quotidien s'émancipât de la « *pensée unique* » du Parti.

Seulement, il ne s'agissait pas de son quotidien, mais de celui du Parti. Ses relations avec Robert Hue s'en ressentirent. Les deux hommes ne s'entendaient pas sur la nature du journal. Le directeur était le tenant d'une évolution à l'italienne, moins soumise au Parti, même s'il ne perdait aucune occasion de rappeler le lien identitaire entre les deux. Le secrétaire général n'appréhendait pas la question, même s'il acceptait le principe de « *l'autonomie de la rédaction* » et de son ouverture à des journalistes non communistes. Pour lui, « *l'Humanité [devait] être, avant tout et toujours plus, le journal de la mutation communiste* » (41). Sa ligne était soutenue, au sein du quotidien, par le rédacteur en chef, Claude Cabanes. Bien que partisan de la « laïcisation » en cours, il ne faisait mystère à personne qu'il ne s'entendait pas avec le directeur du journal. La position de Pierre Zarka, apparue comme renfor-

(38) Ariane CHEMIN/Alain SALLES, *art. cit.*

(39) Ariane CHEMIN, « *L'Humanité s'interroge sur une nouvelle formule* », *Le Monde*, 5 avril 1997 et « *l'Humanité-Dimanche devient l'Humanité Hebdo* », *Le Monde* 20 novembre 1997.

(40) Richard BÉNINGER, cité par Yves-Marie LABÉ, « *Le sort de l'Humanité-Hebdo en discussion* », *Le Monde*, 26 septembre 1998.

(41) Robert HUE, lors du comité national du PCF des 29 et 30 octobre 1997, cité par Alain SALLES, « *Une souscription de dix millions de francs est lancée par l'Humanité* », *Le Monde*, 31 octobre 1997.

cée par sa reconduction par le bureau national, lors du 29^e Congrès de 1996, ne cessait de se détériorer.

Le 11 décembre 1998, la direction de journal lui échappait suite à la réorganisation de la rédaction due à l'intégration des journalistes de *l'Humanité-Hebdo*. Claude Cabanes était promu à la direction de la rédaction. Il était assisté de quatre rédacteurs en chef, dont deux exécutifs, considérés comme proches du secrétaire général (42). Le 17 novembre 2000, Pierre Zarka étant appelé à de nouvelles fonctions au sein du parti, Richard Béninger prenait la direction du dépôt de presse de Chalon-sur-Saône (43). Les deux hommes étaient rendus responsables du second échec de la nouvelle formule adoptée en mars 1999. En fait, ils étaient les victimes expiatoires de la lutte d'influence qui se jouaient autour de *l'Humanité* au sein du PCF, menée par les frères Laurent. Dans leur chute, ils emmenèrent leur adversaire Claude Cabanes.

Pierre Laurent, ancien rédacteur en chef de l'hebdomadaire, avait rejoint à la rédaction en chef du quotidien son frère Michel, directeur d'*Avancées* et en charge de la coordination du « projet *Humanité* » par le bureau national. Proches de Robert Hue, tous deux avaient dirigé la mise en place de la nouvelle formule, initiée par Pierre Zarka depuis octobre 1997 et annoncée à la une du quotidien le 18 décembre 1998. Claude Cabanes l'avait présentée devant les dirigeants du Parti. Elle devait permettre au journal de redevenir « *doublement actif : journalistiquement et politiquement* ». Même si elle en conservait les « *outils* » sur sa une, la nouvelle « *nouvelle Humanité* » ne se voulait plus l'organe de propagande du Parti. Constatant le « *développement du pôle de radicalité, la gauche rouge* », Claude Maggiori rejoignait Michel Laurent dans sa volonté de « *faire un journal porteur des valeurs fondatrices de la visée communiste et que d'autres que les communistes [ressentaient]* » (44). Restait toutefois en suspens la question de sa fonction de *journal officiel* du Parti (45)...

Ce projet fut unanimement bien accueilli. Il en alla différemment de sa mise en œuvre. Les réformateurs doutaient que l'équipage Zarka-Cabanes-Béninger pût le mener à bien. Les salariés craignaient quant à eux « *des licenciements déguisés opérés contre plusieurs journalistes et [un] plan social envisagé dans les autres services* » du quotidien. Une grève fut évitée de justesse en février 1999. Aux lendemains de la guerre du Kosovo et des élections européennes, les résultats de la relance s'avérèrent plutôt décevants. La diffusion ne progressait pas. Le ton était critiqué tout autant par Robert

(42) « Réorganisation de la rédaction en chef de *l'Humanité* », *Le Monde*, 12 décembre 1998.

(43) Alain BEUVE-MÉRY/Nicole VULSER, « *l'Humanité* hésite toujours à ouvrir son capital », et Alain BEUVE-MÉRY, « Pierre Zarka, directeur de *l'Humanité*, remercié par Robert Hue », *Le Monde*, 8 et 17 novembre 2000.

(44) Cités par Ariane CHEMIN/Alain SALLES, « *l'Humanité* prévoit pour mars 1999 sa formule de la 'dernière chance' », *Le Monde*, 19 décembre 1998.

(45) Alain SALLES, « *l'Humanité* fait le pari d'une rénovation en profondeur », *Le Monde*, 18 mars 1999.

Hue que par Maxime Gremetz, pour une fois d'accord. Et la situation financière, aggravée par les investissements de la nouvelle formule, restait préoccupante. Pour inverser la tendance, il fallait du temps et de l'argent. *L'Humanité* n'en avait pas. La quadrature du cercle était atteinte : comment construire un grand journal de gauche à moyen terme, sans ouvrir le capital, comme se le refusait la direction et le Parti ? En préparation du 30^e Congrès des 16 et 17 novembre 1999, le PCF mit à l'ordre du jour une question concernant *l'Humanité*, sa mission et ses liens avec le Parti.

UN JOURNAL CAPITALISTE

L'enjeu était d'importance puisqu'il en allait de la survie du plus vieux quotidien d'opinion français. Celle-ci était cependant inscrite en filigrane depuis l'arrivée de Pierre Zarka et la dislocation du groupe de presse communiste. Même le choix de l'ouverture n'était pas en soit une surprise.

La révolution des médias communistes

Lors de l'annonce de la deuxième nouvelle formule de *l'Humanité*, dont le PCF n'était plus que l'éditeur, le quotidien se constituant en société à directoire et conseil de surveillance avec capital souscrit, l'opposition d'un homme détonna. Aux côtés de Martine Bulard, de réformateurs, dont Roger Martelli, et de quelques orthodoxes, se trouvait Christian Audouin. La présence du directeur de *L'Echo* du Centre détonnait d'autant plus dans le camp des opposants que son journal apparaissait comme le véritable laboratoire de la mutation de *l'Humanité*.

Comme son homologue parisien, le quotidien communiste limousin avait subi de plein fouet la double crise d'identité et financière. Son lectorat avait fondu de moitié en dix ans. A cela s'était ajouté un incendie des rotatives (46) qui engendra des investissements imprévus. Après plusieurs années d'errances (47), le journal avait déposé le bilan le 7 janvier 1994 (48). Une société-holding, permettant de séparer le quotidien de l'impression, avait été constituée, au grand dam du fisc qui ordonna la mise en liquidation le 29 juillet 1998. Le plan de relance du journal prévoyait une ouverture du capital à des intérêts privés (dont l'hypermarché Leclerc de Guéret et des élus socialistes, MDC, Verts et gaullistes), et l'indépendance par rapports aux structures politiques du PCF (49). Christian Audouin entendait faire de *L'Echo* du Centre un « lieu d'expression de toute la gauche » (50). La

(46) Cf. *Le Monde*, 23 octobre 1988.

(47) Cf. *Le Monde*, 8 mars 1989.

(48) Georges CHATAIN, « Les difficultés de la presse communiste : *L'Echo du Centre* a déposé son bilan », *Le Monde* 12 janvier 1994.

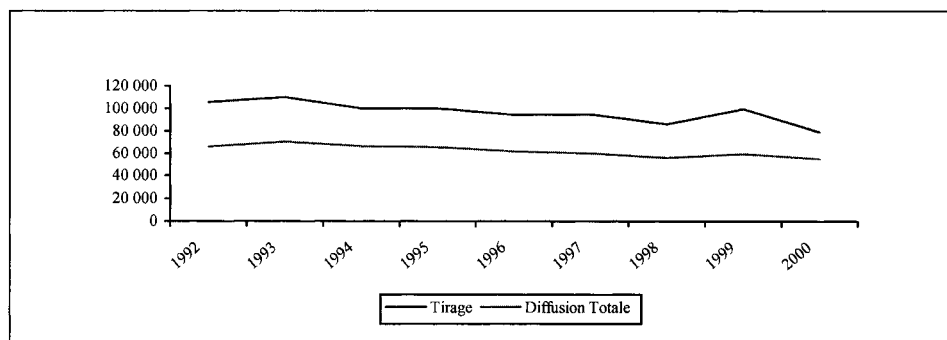
(49) Cf. *Le Monde*, 31 juillet 1998.

(50) Cité par Georges CHATAIN, « Le quotidien *L'Echo du Centre* coupe le cordon ombilical avec le PCF », *Le Monde*, 8 décembre 1998.

rupture fut consommée en octobre 1999, avec l'adoption d'une nouvelle maquette et d'une tribune ouverte à toutes les sensibilités, excepté l'extrême droite (51).

La transformation de *L'Echo* du Centre, décidée par un membre du comité central du PCF, apparaissait comme une voie médiane, une sorte de « socialisme de marché ». Sa rapidité tranchait avec *l'Humanité* qui se répandait en querelle de personnes. La lecture des chiffres de l'érosion du lectorat permettait un certain optimisme. La courbe s'était stabilisée autour de quatre-vingt-dix mille exemplaires tirés et soixante mille vendus. La nouvelle formule de mars 1999 permit de gagner quelque cinq mille lecteurs dans les premiers mois (52). Un an plus tard, plus dure était la chute. L'érosion n'était pas enrayée. Certes, les éditions du week-end se vendaient mieux que celles de la semaine. Mais la diffusion atteignait les cinquante-cinq mille exemplaires... Par ailleurs, le journal ne bénéficiait pas de l'euphorie publicitaire.

Tirages et ventes de *l'Humanité* en crise : 1992-2000



Face à la nouvelle crise, les journalistes du quotidien, majoritairement non communistes, votèrent une motion de défiance à l'égard de la direction et de la rédaction en chef. Financièrement, la situation n'était pas meilleure, le déficit 1999 était de vingt-neuf millions de Francs (53), le journal perdant entre deux et quatre millions par mois. Une nouvelle souscription était lancée à l'occasion de la Fête de *L'Huma* de septembre 2000. A la différence des précédentes, il était clairement fait appel à des « actionnaires » du « quotidien communiste ». Parallèlement, le président du conseil de surveillance, Michel Laurent, décidait d'un plan de sauvetage. La pagination était rame-

(51) Cf. *ibid.*, « Changement de cap pour le quotidien communiste *L'Echo du Centre* », *Le Monde*, 22 octobre 1999.

(52) Cf. *Le Monde*, 22 juin 1999.

(53) Cf. *L'Humanité-Hebdo*, 23 juin 1999.

née à vingt-quatre pages et toute l'impression se ferait désormais à Paris (54).

L'évolution entamée en mars 1999 trouvait ses limites dans cette nouvelle crise. L'hypothèse d'une ouverture, même partielle, du capital, semblait ne devoir jamais être d'actualité. Claude Maggiori en désespérait : « Le PCF est encore très divisé sur cette question. Certains s'évanouissent à l'idée qu'un industriel, riche, puisse prendre même 1 % du journal. » Pour faire face aux échéances, *l'Humanité*, comme le Parti d'ailleurs, se séparait de ses possessions immobilières (55). La *Bayerische Handelsbank* lui apportait à cette occasion son soutien financier, puisque la loi empêchait une banque française de le faire (56). Enfin, en novembre, une nouvelle direction était installée par la grâce de Robert Hue. L'*apparatchik* Patrick Le Hyaric remplaçait Pierre Zarka, Claude Cabanes laissait la place à Pierre Laurent, ne conservant qu'un poste d'éditorialiste et de chroniqueur. Pour le secrétaire général du Parti, l'objectif était de se doter d'« *un journal communiste, ouvert, incisif, mais un journal communiste* ». La reprise en main du quotidien sonnait comme un putsch (57). La publication du rapport de Michel Laurent dans *l'Humanité*, en contradiction avec les décisions du 30^e Congrès, avait un goût de nouvelle glaciation.

Deux groupes capitalistes

Elle n'en avait en fait que le goût. Le secrétaire national du PCF n'avait d'autre solution que de suivre l'évolution des relations entre le PDS et *L'Unità*, en évitant d'en subir les désagréments. Pour faire face à l'ampleur des pertes, de l'ordre de cinquante milliards de lires par an à la fin des années quatre-vingt-dix, le quotidien était de nouveau passé sous la coupe de l'ancien PCI, tout au moins au niveau de sa gestion. Cela ne l'avait cependant pas empêché d'être mis en liquidation judiciaire et, comme le redoutaient ses salariés, d'arrêter ses rotatives le 28 juillet 2000 (58), la survie du titre se faisant par un site militant sur *Internet*. Robert Hue ne souhaitait pas en arriver là, tout comme il savait l'heure venue pour une *Nouvelle Economie Politique*.

L'opportunité lui fut donnée la veille du limogeage de Pierre Zarka, le 16 novembre 2000. Jean-Claude Gayssot présentait chez Stock son livre *Sur ma route*. Dans l'assistance, se trouvaient le secrétaire national du PCF et le PDG de Matra-Hachette. Jean-Luc Lagardère retrouva Robert Hue, en

(54) Cf. *Le Monde*, 8 décembre 2000.

(55) Alain BEUVE-MÉRY/Nicole VULSER, « *L'Humanité* hésite toujours à ouvrir son capital », *Le Monde*, 8 novembre 2000.

(56) « *TF1 et Hachette dans le capital de l'Humanité* », *Le Figaro*, 15 mai 2001.

(57) Cf. la réaction du comité central suite à la publication, dans le mensuel communiste *Regards*, d'un « voyage au cœur des nouvelles directions du PCF », en novembre 2000, in Alain BEUVE-MÉRY, « La glasnost de la presse communiste s'arrête aux portes de la direction », *Le Monde*, 21 novembre 2000.

(58) « *L'Unità in liquidazione* », *La Repubblica*, 13 juillet 2000.

décembre, pour un petit déjeuner et lors d'un dîner, le 18 janvier 2001, chez le ministre des Transports. Alors que les anciens trotskistes du Parti socialiste se prenaient à rêver du retour du journal de Jaurès au bercail (59), les nouveaux communistes s'apprêtaient à franchir les interdits qu'ils s'étaient toujours fixés, à savoir ouvrir le capital de leur groupe de presse moribond au « grand capital ». Mais le plus étrange était ailleurs. L'intérêt du groupe Lagardère était difficilement compréhensible.

Sa branche Média, premier éditeur mondial de presse magazine, entendait s'imposer comme un acteur majeur de la « communication de demain ». Son chiffre d'affaires dépendait déjà à 56 % de l'international. Son département le plus actif était *Lagardère Active*, qui regroupe ses activités numériques, dont la télévision. Des acquisitions étaient prévues aux Etats-Unis, au Japon et en Europe, surtout dans le secteur des chaînes thématiques. L'objectif d'Arnaud Lagardère était de marier ses activités traditionnelles aux nouvelles technologies, de dégager de fortes synergies propres à valoriser ses contenus d'éditeur (éducation, femme, actualité...) sur tous les projets (60). Dans le même temps, il réduisait « la voilure » des activités du groupe (61). Cette stratégie l'amenait à privilégier des investissements comme le rachat de l'enseigne britannique de Richard Branson, *Virgin*, afin de renforcer *Hachette Distribution Services*. Cette branche du groupe devait devenir le cœur de sa stratégie de communication dans sa lutte l'opposant à *Vivendi Universal*. Une stratégie qui l'amenait à réorganiser ses actifs et à limiter ses opérations dans le domaine de la presse. *Marie-Claire* était l'unique dossier que le groupe avait retenu pour 2001 (62).

La même attitude caractérisait un autre concurrent de *Lagardère Média*, partenaire depuis 1995 de la Fête de *L'Huma*, aux côtés d'EDF (63), *TF1*. Bien que visiblement dépourvue d'ambition internationale, la première chaîne française de télévision apparaissait comme un groupe de communication intégré, avec des activités de diversification développées en synergie autour de son métier principal, l'audiovisuel. Sa programmation se voulait généraliste et familiale, reposant sur de grands thèmes séduisant un large public, à base d'information, de magazines, de fictions, de cinéma, de divertissement, de sport. Son créneau de développement, comme *Lagardère Média*, était la télévision numérique, pour lequel *TF1* s'était alliée avec *M6*.

(59) *Capital*, février 2001 et Ariane CHEMIN, « M. Cambadélis invite les socialistes à envoyer des chèques à l'Humanité », *Le Monde*, 2 février 2001.

(60) Carole BELLEMARE, « Arnaud Lagardère muscle *Lagardère Média* », *Le Figaro*, 26 mars 2001.

(61) Cité par Guy DUTHEIL, « *Lagardère Média* est en quête d'acquisitions pour accroître sa taille dans la télévision », *Le Monde*, 30 mars 2001.

(62) Paule GONZALÈS, « Lagardère met *Virgin* au cœur de sa stratégie média », *Le Figaro*, 27 juillet 2001.

(63) Pierre ZARKA cité par Alain SALLES, « *L'Humanité* envisage d'abandonner la référence au Parti », *Le Monde*, 29 octobre 1997.

Quant à ses objectifs, ils visaient à maintenir le *leadership* de la chaîne en matière d'information (64).

Les deux groupes se retrouvaient donc sur la même stratégie qui les amenait à privilégier le grand large et le général, plutôt que l'enfermement idéologique et le particulier. Arnaud Lagardère annonça toutefois, le 25 mars 2001, que, « si un tour de table se [mettait] en place avec plusieurs groupes, [il entrerait] dans le capital de *l'Humanité* ». Il n'envisageait pas « *un investissement significatif (...), mais un devoir civique* » (65). Un mois et demi plus tard, le 15 mai, parlant de Patrick Le Lay, PDG de *TF1*, le directeur du quotidien communiste avouait : « J'ai été fasciné par l'attachement historique de certains dirigeants à l'égard de *l'Humanité* » (66).

La clef du soutien de deux des plus importants groupes de communication français dans le capital du journal s'expliquait donc par une solidarité professionnelle, plutôt que par une quelconque logique économique. Encore que *Lagardère Média*, engagé à 49 % dans les Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne, également déficitaire, trouvait un arrangement intéressant avec la CGT (67). Elle apparaissait comme un dernier rappel du rôle important joué par le PCF et *l'Humanité* dans le syndicalisme de la presse parisienne depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Elle répondait à une logique que les moins de vingt ans ne connaissaient pas, trouvant ses origines dans la France des années cinquante et les banquets de rentrée de la presse nationale lors de la Fête de *l'Huma*.

Le « capital » de l'Humanité

Cette solidarité se présentait comme un témoignage de la classe journalistique à l'égard d'un monument de la presse d'opinion. Elle n'en apparaissait pas moins comme un grand bond en avant pour le PCF. Le 19 novembre 2000, il s'était engagé à « verser au journal une subvention de trois millions de francs » à partir de l'année suivante et à procéder à « des suppressions d'emplois, qui [devaient] protéger la rédaction et la diffusion ». Le plan social prévoyait cinquante licenciements (68). Ces mesures accompagnaient en fait l'ouverture de capital, décidée à hauteur de 60 %, « *l'actionnaire actuel [restant] un actionnaire de référence* », conservant « *la minorité de blocage et, avec la société des lecteurs, [détenant] la majorité absolue des*

(64) Thiébaud DROMARD, « Namias : 'Maintenir le leadership de TF1 en matière d'information' », *Le Figaro*, 14 juillet 2001.

(65) Cité par Guy DUTHEIL, « *Lagardère Média* est en quête d'acquisitions pour accroître sa taille dans la télévision », *Le Monde*, 30 mars 2001.

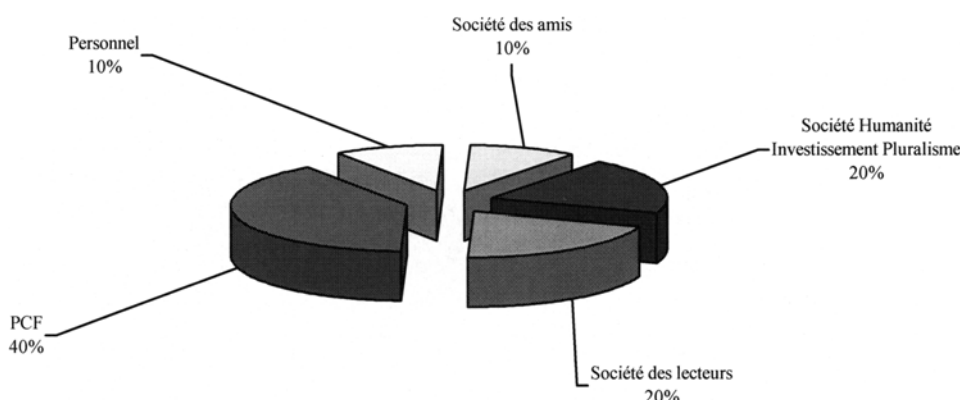
(66) Cité par Michel DELBERGHE, « Des entreprises privées s'engagent dans le sauvetage de *l'Humanité* », *Le Monde*, 17 mai 2001.

(67) *Capital*, février 2001.

(68) « *L'Humanité* tente la révolution de la dernière chance », *Le Télégramme*, 20 novembre 2000 ; « Procédure de droit d'alerte des salariés de *l'Humanité* », *Le Monde*, 25 décembre 2000 ; « *TF1* et *Hachette* dans le capital de *l'Humanité* », *Le Figaro*, 15 mai 2001.

actions » (69). Le tour de table souhaité par Arnaud Lagardère engagea, le 15 mai 2001, *Hachette*, *TF1*, à travers sa filiale *Syalis*, et la *Caisse d'Épargne*, « chef de file du pôle bancaire de *l'Humanité* ». Patrick Le Hyaric laissa entendre qu'« un autre groupe lié à la culture et aux médias » pourrait les rejoindre au sein de la *Société Humanité Investissement Pluralisme (SHIP)*, sans que cela se fit. Alors que la banque apportait cinq millions de francs, les deux sociétés de médias investissaient chacune huit millions.

Enfin, d'autres investisseurs, des sociétés publiques et du secteur mutualiste, devaient apporter quelque neuf millions. La SHIP apportait ainsi à *l'Humanité* près de trente millions de francs. S'ajoutaient les huit millions de la souscription auprès des lecteurs qui se constituaient en société et entraient au capital. Le PCF conservait la majorité des actions, représenté directement par dix-huit anciens responsables du journal ou du parti, dont Roland Leroy, et par la participation des Sociétés des Amis du journal et du Personnel.



Ce refinancement ne signifiait pas pour autant une nouvelle réforme du fonctionnement du journal du Parti. Le nouvel organigramme ne levait aucunement la mainmise de celui-ci. Michel Laurent conservait la direction du conseil de surveillance, Patrick Le Hyaric, celle du directoire. Le conseil d'administration était uniquement composé de communistes, les nouveaux actionnaires de la SHIP par Alfred Gerson, actionnaire historique du titre, les Lecteurs par Henri Malberg, ancien député de Paris. Seule Edmonde Charles-Roux, présidente de la Société des Amis, n'était pas ouvertement liée au PCF (70). « *La vérité est un combat. Contre les puissants, les indifférents et les menteurs. Et souvent contre nous-mêmes* », avait proposé Claude

(69) Alain BEUVE-MÉRY, « Patrick Le Hyaric devient le nouveau directeur de *l'Humanité* », *Le Monde*, 21 novembre 2000.

(70) « *L'Humanité* a officiellement ouvert son capital aux investisseurs privés », *AFP*, 18 mai 2001.

Maggiori trois ans plus tôt, pour définir la nouvelle orientation de *l'Humanité* (71)...

Le 21 mai, le quotidien s'étalait longuement sur l'envol de la Société des lecteurs et la confirmation de l'engagement des Amis. Il se contentait de réécrire la dépêche de l'AFP pour ce qui concernait sur sa « révolution culturelle ». « *L'Humanité ne vend pas son âme* », commentait sobrement le directeur du journal (72). Pour vaincre le fatalisme des réalités économiques, il croyait encore en un sursaut militant. Il avait évité la faillite qu'avait connue *L'Unità* et l'infamie du rachat « *par un groupe d'industriels, dont la maison d'édition Baldini & Castoldi* », comme le commentait ironiquement *l'Humanité* du 23 mars, pour saluer le retour « *de l'ancien journal du Parti communiste italien* » dans les kiosques d'Italie. Il était vrai que l'essentiel était ailleurs. Comme le relevait *L'Espresso* le 28 juin, « *le journal était sauvé* ».

Mais *l'Humanité* ne représentait plus rien, à la différence de *L'Unità*. Les dirigeants communistes français conservaient l'espoir de faire entendre une voix de plus en plus inaudible. Ils se refusaient à ouvrir leur journal aux autres courants de la gauche française, comme leurs homologues italiens l'avaient fait. Pourtant, le quotidien fondé par le socialiste Jean Jaurès était un monument de la presse d'opinion française. Attaché à la Section française de l'Internationale Ouvrière, il n'était devenu la voix du PCF qu'en 1920. De fait, « *il ne s'[agissait] pas en l'espèce d'un journal en général, mais d'un journal d'opinion et de gauche* », écrivait le 1^{er} février Jean-Christophe Cambadélis aux militants socialistes (73). A quelques mois des présidentielles, alors que le Parti socialiste ne disposait pas de médias de grande diffusion, le PCF ne savait que trop qu'il jouait son existence. Privé de *l'Humanité*, il était irrémédiablement condamné. Sans adopter une ouverture à l'italienne, pour ne pas parler de celle adoptée par l'ancien *Echo du Centre*, il y avait des chances que Robert Hue fût le fossoyeur du Parti et qu'il prît sa carte au Parti socialiste, apportant avec lui le journal de Jaurès...

La participation des deux groupes de communication ne représentait guère une solution. D'abord, ils étaient soigneusement enfermés dans une structure verrouillée par le PCF. Ensuite, leurs objectifs internationaux, comme la simple logique économique, correspondaient peu à un gage de pérennité. Ils ne pouvaient financer éternellement un journal qui perdait son lectorat. Hors de l'imaginaire français, *l'Humanité* ne représentait vrai-

(71) Cité par Ariane CHEMIN, Alain SALLES, « *L'Humanité* prévoit pour mars 1999 sa formule de la 'dernière chance' », *Le Monde*, 19 décembre 1998.

(72) Cité par Michel DELBERGHE, « *A l'Humanité*, Sociétés des amis et des lecteurs approuvent l'ouverture du capital », *Le Monde*, 22 mai 2001.

(73) Ariane CHEMIN, « M. Cambadélis invite les socialistes à envoyer des chèques à *l'Humanité* », *Le Monde*, 2 février 2001.

ment plus rien. L'Union soviétique avait disparu depuis trop longtemps. La faillite de l'idéologie communiste dans un contexte de mondialisation de l'économie libérale vouait tout espoir à une nouvelle utopie. Mais l'année 2001 n'avait-elle pas été celle des utopistes de l'antimondialisation...